

## Les Burundais réclament plus d'informations sur le marché commun de l'EAC

Arrib News, 18/07/2010 - Source Xinhua Les Burundais, à travers l'Association burundaise des consommateurs (ABUCO) saluent leur adhésion au marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (East african community, EAC) constatent qu'ils restent "dans une situation de sous information qui ne profite qu'aux fournisseurs de biens et de services". C'est ce qu'indique un communiqué de cette association sorti ce samedi 17 juillet 2010 et signé par Nkurunziza, son président.

La sous information concerne principalement les mesures d'application de la loi instituant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) malgré la loi du 17 février 2009 portant institution de cette taxe. En effet, certains importateurs burundais qui passent par différents postes de douanes ne savent pas comment est réglée cette taxe tout comme le consommateur burundais ne sait pas distinguer quel est l'opérateur économique qui est soumis à la TVA. Ils constatent également avec amertume une quasi généralisation de la hausse des prix à la consommation sur tout le territoire national. L'ABUCO demande en conséquence au gouvernement une plus large diffusion des mesures d'application de la TVA afin d'aider les consommateurs sur cette confusion à distinguer les biens et les services assujettis à la TVA, qui, pour le texte d'adhésion au marché commun, augmentent les prix en dehors de toute logique. L'entrée en vigueur du marché commun de la communauté est-africaine a eu lieu le 1er juillet 2010.